

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 6-10 novembre 2006

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/9-A/2
22 septembre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT MYANMAR 10066.3

Aide en faveur des familles vulnérables

Nombre de bénéficiaires	1 600 000
Durée du projet	Trois ans (1er janvier 2007–31 décembre 2009)
Quantité de produits fournis par le PAM	114 315 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	28 306 480
Coût total pour le PAM	51 739 679

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB: M. A. Banbury tél.: 066513-2505

Attachée de liaison principale,
ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

Le Myanmar, dont la population de 53 millions d'habitants compte 135 groupes ethniques, est l'un des pays présentant la plus grande diversité ethnique d'Asie du sud-est. Il se situe au 129^e rang sur 177 pays de l'indice de développement humain; son produit intérieur brut par habitant s'élève à 300 dollars par an. C'est un pays à excédent vivrier, mais les politiques économiques défavorables et les conditions climatiques adverses ont des répercussions négatives sur les moyens de subsistance de la population, notamment dans les zones frontalières.

La présente intervention permettra de fournir des secours et d'appuyer le redressement des familles vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire. L'aide correspondra aux besoins dans chaque zone du projet —l'État de Rakhine Nord, la zone aride du centre du pays et l'État de Shan.

L'État de Rakhine Nord est une des régions les plus reculées du pays. La majeure partie des habitants, les Rohingya, qui ont des liens ethniques et culturels avec le Bangladesh voisin, sont des travailleurs occasionnels sans terre qui n'ont que des possibilités limitées de trouver un emploi en raison des restrictions qui pèsent sur leurs mouvements. L'accès aux vivres pose un problème permanent. Depuis 1994, le PAM vient en aide aux personnes vulnérables de cette région en compensant le déficit alimentaire pendant les périodes de soudure et pendant la période de transition jusqu'à l'amélioration des moyens de subsistance.

La zone aride du centre est une région pauvre et marginalisée: son déficit alimentaire chronique se trouve aggravé par la faiblesse des infrastructures, la rudesse du climat, l'insuffisance des intrants agricoles et l'absence de régime foncier. Le PAM cherche à toucher les familles chroniquement vulnérables depuis 2005, en privilégiant les activités Vivres contre travail destinées à améliorer les ressources en eau.

Dans l'État de Shan, l'opium a constitué pendant des dizaines d'années la source de revenus principale de bon nombre d'habitants. La décision du Gouvernement d'éradiquer la culture du pavot a fait tomber les anciens cultivateurs de pavot dans la pauvreté chronique et fortement compromis leur sécurité alimentaire. Depuis 2004, le PAM aide ces cultivateurs à préserver leur sécurité alimentaire par le biais d'activités Vivres contre travail, Vivres pour la formation et Vivres pour l'éducation en attendant qu'ils trouvent d'autres moyens de subsistance.

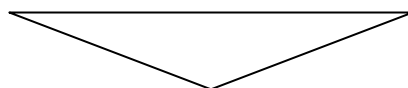
Les objectifs de la présente intervention sont les suivants: i) maintenir la sécurité alimentaire des ménages en comblant le déficit alimentaire des familles les plus vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones peu accessibles, marginalisées et démunies de ressources; ii) prévenir une dégradation ultérieure de l'état nutritionnel des enfants, femmes enceintes et mères allaitantes et l'améliorer; iii) contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire au moyen d'activités visant à renforcer les capacités des communautés; et iv) améliorer l'éducation des enfants en accroissant les taux d'inscription et de fréquentation dans les écoles primaires. Ces objectifs contribueront à la réalisation des objectifs stratégiques 2, 3 et 4.



Les missions d'évaluation de l'opération d'urgence 10345.1 et de l'intervention prolongée de secours et de redressement 10066.2 organisées en 2006 ont confirmé que l'apport de vivres est toujours absolument nécessaire dans les zones du projet, et elles ont recommandé de regrouper les opérations en un seul programme à l'échelle du pays. Deux nouvelles zones — les États de Chin et de Kachin— ont été intégrées au projet compte tenu de l'insécurité alimentaire qui y règne. Des activités conformes aux objectifs du PAM visant à favoriser le développement seront choisies en faisant une large place à la nutrition, à l'éducation, à la création d'actifs et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Des méthodes participatives seront appliquées afin d'associer les communautés à l'exécution du projet. Ces efforts se poursuivront pour que les femmes participent à la sélection des projets et au contrôle des actifs créés.

Le PAM collaborera avec les ministères, les collectivités, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil d'administration approuve l'IPSR Myanmar 10066.3 "Aide en faveur des familles vulnérables" (WFP/EB.2/2006/9-A/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

1. Le Myanmar, qui était autrefois un important exportateur de riz et reste un pays à excédent vivrier, compte aujourd'hui de nombreuses familles pauvres et vulnérables confrontées à des difficultés pour se procurer de la nourriture en quantité suffisante et s'assurer une bonne nutrition: la dégradation de la situation économique de ces dernières décennies a eu des conséquences néfastes sur leur sécurité alimentaire. Un tiers des enfants souffre de malnutrition, un cinquième présente une insuffisance pondérale à la naissance et la mortalité maternelle atteint 230 pour 10 000 naissances vivantes¹: ces chiffres sont révélateurs des conditions de vie difficiles.
2. L'enquête par grappes à indicateurs multiples de 2003 effectuée au Myanmar² a révélé que 32 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans avaient un poids insuffisant et présentaient un retard de croissance. Les taux élevés de malnutrition chronique³ montrent que la sécurité alimentaire se dégrade en raison du manque d'aliments nourrissants, de l'accès limité aux centres de soins, de la faiblesse des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de l'insuffisance des soins aux mères et aux enfants et des possibilités limitées de gagner sa vie.
3. L'éducation pâtit également de l'accroissement de la pauvreté: les parents qui ne sont pas en mesure de couvrir les frais d'inscription retirent souvent leurs enfants de l'école. Si ce phénomène persiste, il en résultera un problème structurel pour les générations futures qui n'auront eu que peu de possibilités de s'ouvrir de nouveaux moyens d'assurer leur subsistance.

Zones d'accès limité

4. De nombreux conflits ethniques ont éclaté depuis l'indépendance, notamment dans les zones frontalières. Un grand nombre de groupes ethniques a signé des accords de cessez-le-feu avec le Gouvernement, mais la frontière orientale est toujours en proie aux conflits⁴. De nombreuses zones frontalières sont assujetties à des restrictions s'appliquant aux mouvements des habitants et au commerce des intrants et produits agricoles, et à une taxation élevée; elles sont également soumises à des contrôles frontaliers stricts imposés par le Gouvernement, les autorités locales et les pays voisins.
5. Dans l'État de Shan où la culture du pavot était l'unique moyen de subsistance pour bon nombre de personnes, les communautés sont devenues particulièrement vulnérables depuis la mise en place progressive sur 15 ans du plan gouvernemental d'éradication de cette culture; très peu de solutions de rechange sont offertes aux ménages pour assurer leur

¹ Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2005.

² Une enquête du Ministère de la santé/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) menée en 2003 indiquait que 31,8 pour cent des enfants présentaient une insuffisance pondérale et 32,2 pour cent un retard de croissance.

³ L'enquête nutritionnelle du PAM réalisée en 2005 dans les zones du projet a fait apparaître des taux de malnutrition plus élevés: 42,4 pour cent d'insuffisance pondérale et 61,8 pour cent de retard de croissance à Kokang et 12,8 pour cent pour d'émaciation à Magway.

⁴ Les conflits sont à l'origine des récents déplacements au Myanmar même et vers la Thaïlande de personnes appartenant à l'ethnie Karen.



survie. D'après les résultats d'une enquête réalisée auprès des ménages⁵, 82 pour cent des anciens cultivateurs de pavot sont dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins alimentaires: 55 pour cent des ménages ont déclaré manquer de riz depuis une période allant jusqu'à trois mois et 45 pour cent depuis 12 mois⁶. Les mécanismes de survie adoptés sont les suivants: la migration pour ceux qui en ont les moyens, la réduction du nombre de repas, une alimentation de moins bonne qualité (mélanger plus de maïs au riz), l'allègement des dépenses en retirant les enfants de l'école⁷ et en réduisant les dépenses médicales, et le recours croissant à la culture itinérante sur brûlis pour produire du maïs, essentiellement sur les flancs de coteaux. Les communautés qui vivaient depuis des générations de la culture du pavot n'ont pas les compétences requises pour mettre en place une agriculture durable. Celles qui souhaitent déménager pour trouver de meilleurs moyens de subsistance ou qui désirent vendre leurs produits agricoles sont assujetties à des contrôles draconiens et à de lourds impôts sur les produits destinés aux principaux marchés⁸.

6. Dans l'État de Rakhine Nord, les populations Rohingya sont soumises à des restrictions encore plus rigoureuses car ils sont "apatrides": elles n'ont pas de droits de citoyen ni de cartes d'identité, et subissent de nombreux contrôles au cours desquels des sommes élevées peuvent être exigées; la liberté de déplacement entre les municipalités est gravement restreinte. De nombreux Rohingya ont récemment fui au Bangladesh pour échapper à la discrimination et à la répression; certains d'entre eux sont rentrés depuis, mais leur conditions de vie ne se sont pas améliorées; la densité de population élevée et l'accès limité à la terre et à l'emploi enferment de nombreuses familles dans un cercle vicieux d'endettement, sans espoir d'avenir meilleur⁹.
7. La plupart des chefs de famille Rohingya sont des travailleurs occasionnels sans terre qui ne peuvent se déplacer loin sans autorisation officielle et sans acquitter une taxe. L'accès des ménages à la nourriture est un problème permanent, notamment pendant la mousson de juillet à septembre, lorsque les possibilités de travailler sont limitées et que les restrictions imposées au commerce font monter le prix du riz; ces facteurs ont des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition des familles vulnérables, qui sont souvent contraintes de se livrer à la mendicité ou d'adopter d'autres mécanismes de survie non durables comme de ramasser du bois de feu ou mener des activités illégales au Bangladesh.

Zones marginalisées pauvres en ressources

8. Les communautés vivant dans les zones marginalisées pauvres en ressources souffrent également d'insécurité alimentaire: les travailleurs doivent souvent émigrer pendant des mois pour trouver un emploi en laissant derrière eux les membres les plus faibles de leur

⁵ Enquête sur l'opium de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), 2005.

⁶ Ibid.

⁷ Selon l'Agence japonaise de coopération internationale, 6 000 écoliers —soit 20 pour cent de la population scolaire— n'ont pas été inscrits en 2004 suite à l'interdiction de la culture du pavot.

⁸ Les anciennes régions productrices de pavot sont souvent classées comme "régions spéciales" à la suite des accords de cessez-le-feu signés avec les groupes ethniques qui conservent le contrôle administratif et leur propre armée permanente.

⁹ La première opération d'aide aux rapatriés du Bangladesh menée par le PAM a eu lieu de 1978 à 1981; le PAM a repris son opération en 1994 à la suite du retour de 250 000 autres réfugiés entre 1991 et 1992. Depuis lors, 236 000 personnes ont regagné le pays: 19 000 personnes vivent dans deux camps au Bangladesh et reçoivent une aide dans le cadre de l'IPSR 10045.3.



famille. Dans ces zones, l'environnement ne permet habituellement pas de satisfaire les besoins d'une population croissante.

9. La zone aride au centre du pays est particulièrement exposée aux aléas climatiques: les paysans doivent souvent refaire les semis plus d'une fois jusqu'à ce que des pluies suffisamment abondantes les fassent germer. L'aridité a augmenté la salinité des sols et réduit leur fertilité ainsi que leur rendement potentiel. En raison de la faible efficacité des techniques agricoles, les communautés ne produisent pas suffisamment de vivres et les possibilités de trouver du travail sont plus rares pour les paysans sans terre, qui ont de plus en plus de mal à nourrir leur famille. Le salaire des travailleurs occasionnels rémunérés à la journée dans la zone aride est l'un des plus bas du Myanmar, et témoigne de la présence d'un excédent de main-d'œuvre et du nombre restreint d'emplois.
10. L'eau pose un problème grave dans la zone aride du centre du pays. De janvier à mai, qui sont les mois les plus secs, l'eau se fait rare et la plupart des étangs des villages sont à sec. Les villageois partent à la recherche d'eau et de nourriture dans les lits des rivières en laissant derrière eux les membres les plus faibles de leur famille. Les travailleurs itinérants, dont l'absence dure parfois jusqu'à cinq mois, adoptent souvent des comportements à haut risque et rapportent des maladies infectieuses comme le VIH/Sida dans des villages reculés où il est difficile de trouver une aide médicale. On sait que des villages entiers quittent la zone aride pour trouver de quoi vivre, et interrompent ainsi leur activité agricole, retirent leurs enfants de l'école et aggravent le phénomène de la traite des êtres humains.
11. Les villages éloignés des États de Chin et Kachin continuent de recourir à des pratiques qui respectent peu l'environnement comme la culture itinérante sur brûlis qui dégrade le milieu fragile des collines. Une mission d'évaluation des besoins alimentaires réalisée par le PAM dans l'État de Chin en novembre 2005 a montré que l'exploitation illégale des ressources forestières a augmenté lorsque les pluies tardives ont endommagé les cultures de maïs prêtes à être récoltées, aggravant ainsi un peu plus la dégradation de l'environnement. Les membres des familles en bonne santé sont souvent envoyés en Inde pour y chercher un travail; les personnes âgées et vulnérables ainsi que les enfants doivent alors compter sur l'aide de la communauté, qui a fléchi avec le temps. La sécurité alimentaire des communautés reculées des États de Chin et de Kachin devient de plus en plus incertaine à mesure que la cohésion sociale s'affaiblit.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES INTERVENANTS

12. Au Myanmar, les chiffres du budget de l'État ne sont pas publiés. D'après les crédits budgétaires rendus publics par certains ministères, les ressources mises à leur disposition semblent extrêmement limitées pour répondre aux besoins de la population; en particulier, les zones reculées, marginalisées et souvent pauvres en ressources ne sont pas suffisamment prises en compte dans les programmes du Gouvernement. Quelques investissements dans les infrastructures ont été engagés par les autorités dans les zones frontalières, mais les politiques gouvernementales sont axées surtout sur le maintien d'une situation de paix. Dans ces zones, où les conflits se poursuivent depuis des décennies, les services de santé, l'éducation et les programmes socio-économiques sont limités.



13. Le Myanmar est dirigé par un régime militaire depuis plus de 40 ans. Il fait l'objet depuis juillet 2003 de sanctions économiques sélectives, qui ont eu des conséquences négatives sur l'aide étrangère¹⁰ qui s'est ainsi limitée à une assistance humanitaire pour répondre à des crises de brève durée, en laissant peu de possibilités d'action pour le développement à long terme.
14. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux interviennent dans un contexte soumis par les autorités locales à des restrictions, qui entravent le renforcement des capacités en faveur d'un développement durable à l'échelle locale.
15. Au niveau national, le PAM participe à des groupes de travail constitués par les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG), dont le groupe thématique élargi sur le VIH/sida et le groupe de travail des Nations Unies sur les mouvements de populations. Le PAM co-préside le groupe sur la sécurité alimentaire avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et participe à des forums régionaux comme l'Initiative Kokang-Wa, qui réunit 18 partenaires et s'occupe principalement des communautés anciennes productrices de pavot dans le nord-est de l'État de Shan. Dans les zones où le PAM est le seul organisme des Nations Unies à mener des opérations, il joue un rôle de coordination, conduit des activités de plaidoyer en faveur de la protection, fournit un appui technique dans des domaines comme l'information et la technologie de communication et en facilite l'accès.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

16. La présente IPSR permettra de fournir des secours et d'appuyer le redressement des familles vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire en fonction des besoins dans les zones du projet. Les objectifs sont les suivants: i) améliorer la sécurité alimentaire des ménages en comblant le déficit vivrier des familles les plus vulnérables souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones d'accès limité, marginalisées et pauvres en ressources; ii) améliorer l'état nutritionnel des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes; iii) contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles vulnérables souffrant d'insécurité alimentaire par le biais d'activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres pour la formation (VPF) destinées à renforcer les capacités des communautés; et iv) améliorer l'éducation des enfants en accroissant les taux d'inscription et de fréquentation dans les écoles primaires. Ces objectifs contribueront à la réalisation des objectifs stratégiques 2, 3 et 4.

STRATEGIE PROPOSEE PAR LE PAM

17. La présente IPSR succèdera à une opération d'urgence menée dans l'État de Shan et à une IPSR exécutée dans l'État de Rakhine Nord et la Division de Magway. Les régions ciblées —l'État de Rakhine Nord, l'État de Shan, les zones marginalisée et pauvres en ressources de la Division de Magway et des États de Chin et de Kachin (voir l'annexe IV)— sont soumises à des restrictions. Toutes les zones ciblées sont exposées à l'insécurité alimentaire et connaissent un déficit de riz, le climat y est difficile, l'environnement fragile et les infrastructures insuffisantes.

¹⁰ En 2003, l'aide extérieure au développement reçue s'élevait à 2,6 dollars par personne au Myanmar, 37,9 dollars au Cambodge, 52,8 dollars au Laos et 21,8 dollars au Vietnam.



18. Les programmes d'aide alimentaire suivants ont été mis en œuvre jusqu'ici:
- Les opérations d'urgence 10345.0 et 10345.1 pour une période allant d'octobre 2003 à décembre 2006, qui visent à fournir une aide alimentaire aux familles vulnérables de l'État de Shan, en ciblant essentiellement les personnes dont les moyens de subsistance ont été compromis par l'interdiction de la culture du pavot. La mission d'évaluation du PAM d'avril 2006 a constaté que les familles vulnérables avaient avant tout besoin de vivres et elle a recommandé de passer progressivement des secours à des activités de redressement/reconstruction pour répondre aux besoins de la population ciblée.
 - Les secours alimentaires distribués aux rapatriés dans l'État de Rakhine Nord entre 1978 et 1980 et de 1994 jusqu'au lancement du premier programme d'aide au redressement par le biais de l'IPSR 10066.0 en juillet 2001, suivie des phases supplémentaires couvrant la période de juillet 2002 à décembre 2006.
 - Les IPSR 10066.0, 10066.1 et 10066.2 ont fourni une aide alimentaire aux rapatriés et aux groupes vulnérables dans l'État de Rakhine Nord et la Division de Magway, en ciblant les familles qui étaient dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins alimentaires. La situation politique dans l'État de Rakhine Nord a eu des effets néfastes sur la sécurité alimentaire à long terme des habitants. Dans la division de Magway, les opérations ont amélioré la sécurité alimentaire dans les villages ciblés grâce à la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau. La mission d'évaluation de mars 2006 a donc proposé de recentrer l'aide alimentaire apportée dans la Division de Magway sur des activités sélectives et d'une durée limitée relevant du programme du partenaire de coopération.
 - Les programmes nutritionnels en faveur de zones géographiques détermininées: Action contre la faim (ACF) mène un programme d'alimentation complémentaire et thérapeutique couvrant 11 000 bénéficiaires dans l'État de Rakhine Nord; *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere* (CARE) réalise un programme de nutrition de petite envergure dans l'État de Kayah.
19. La stratégie d'aide alimentaire proposée dans le cadre de la présente IPSR consiste à combler le déficit alimentaire, exploiter les actifs de la communauté afin de constituer des moyens de subsistance pour l'avenir et prévenir toute dégradation ultérieure de l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables. Le rapport entre les composantes secours et redressement sera déterminé par les besoins des groupes bénéficiaires et le niveau de sécurité alimentaire dans les régions ciblées. Étant donné les conditions de vie précaires dans l'État de Rakhine Nord et les restrictions imposées par le Gouvernement, l'intervention devrait privilégier les secours prolongés pendant la période de soudure afin de combler le déficit alimentaire, et la distribution de rations à emporter dans les écoles pour contribuer ainsi à la mise en valeur des ressources humaines. Dans les autres zones géographiques plus propices aux activités de redressement, l'aide sera axée sur la création d'actifs afin de permettre aux populations de subvenir à leurs propres besoins.

Opérations prolongées de secours

20. Les distributions alimentaires ciblées sur les familles vulnérables auront lieu pendant la période de soudure pour combler le déficit alimentaire qui dure 4 à 5 mois. Le ciblage à base communautaire sera maintenu pour sélectionner les familles les plus vulnérables dans les villages de l'État de Rakhine Nord, qui recevront des rations alimentaires familiales.
21. Le PAM apportera son soutien aux patients bénéficiant du programme d'alimentation complémentaire d'ACF pour favoriser leur guérison pendant la période de soudure. Des rations complémentaires seront remises aux familles pendant cette période afin de compléter la ration familiale de base et éviter le partage des rations supplémentaires.
22. Une aide alimentaire d'urgence sera distribuée sous forme de rations familiales pendant une durée déterminée aux ménages confrontés à des crises graves telles que des incendies dans la zone aride ou des inondations dans les régions de collines (voir l'annexe IV).
23. Dans le cadre de la composante secours prolongés, les programmes d'alimentation des groupes vulnérables couvriront les patients suivant un traitement contre la tuberculose et les personnes atteintes du VIH/sida. En 2005, le PAM s'est associé à Médecins sans frontières (MSF)-Hollande et Malteser pour assurer le bon suivi du traitement contre la tuberculose en fournissant aux patients des rations familiales jusqu'à la fin du traitement. Le programme d'alimentation des groupes vulnérables ciblera également les ménages dont le soutien de famille principal vit avec le VIH/sida. En 2005, dans la région de Magway, 2 000 bénéficiaires atteints du VIH/sida ont reçu une aide alimentaire. Les opérations du PAM étant étendues à l'État de Shan, les partenaires de coopération ont demandé un appui similaire en faveur des programmes communautaires de soins à domicile pour les personnes vivant avec le VIH/sida.

Appui nutritionnel aux mères et aux enfants

24. Le PAM et l'UNICEF ont tous deux pour missions d'éradiquer la faim chez les enfants. Sur la base d'une aide généralisée, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de moins de 3 ans recevront des aliments mélangés nourrissants et une formation nutritionnelle et sanitaire visant à atténuer la malnutrition chronique. L'UNICEF a fourni un appui en matière d'information, d'éducation et de communication et du matériel (balances, par exemple) pour les interventions nutritionnelles menées par le PAM à titre pilote dans l'État de Rakhine Nord, la région de Kokang et la Division de Magway en 2006.
25. Le Centre nutritionnel national, placé sous l'autorité du Ministère de la santé, continuera de fournir des conseils techniques mais la mise en œuvre incombera aux partenaires de coopération, qui lanceront des activités portant sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le partenariat avec l'UNICEF permettra de garantir que les produits fournis tels les suppléments de vitamine A parviennent bien aux zones ciblées par le PAM qui sont habituellement exclues des programmes nationaux.

Programme de développement en faveur des jeunes enfants

26. Dans le cadre de ce programme conjoint lancé avec l'UNICEF en 2005, le PAM distribuera un repas nourrissant cinq jours par semaine aux enfants âgés de 2 à 5 ans dans les écoles maternelles des zones rurales ciblées. Le PAM suivra également l'exécution du programme et facilitera le transport des produits jusqu'aux écoles. Le poids et la taille des enfants seront régulièrement mesurés afin de surveiller leur croissance. Des femmes du



village prépareront une bouillie nourrissante qui sera servie le matin en même temps que des légumes fournis par la communauté.

27. Dans le cadre du mémorandum d'accord de terrain signé par le PAM et l'UNICEF en 2006, l'UNICEF fournira du matériel scolaire et appuiera le renforcement des capacités en dispensant aux enseignants et aux parents une formation à la nutrition, à la cuisine économique, à l'éducation sanitaire et à la surveillance de la croissance. Ce projet a déjà permis d'améliorer l'état des enfants et de renforcer la motivation et la solidarité parmi les femmes à l'échelle des communautés.

Vivres pour l'éducation

28. Les rations à emporter ont pour objectif d'accroître le nombre d'inscriptions et la fréquentation dans les écoles primaires. En 2005, le PAM a aidé 240 000 écoliers du primaire en fournissant des rations au titre des activités Vivres pour l'éducation (VPE), certaines rations ont été distribuées par les partenaires de coopération. Dans l'État de Rakhine Nord, le PAM a conçu un plan d'action avec l'UNICEF pour fournir davantage d'intrants techniques et pour épauler les autorités scolaires, en formant les enseignants, à résoudre les problèmes liés à la langue, aux absences répétées des enseignants de l'État et au nombre insuffisant d'inscriptions et à la fréquentation faible.
29. Le PAM a commencé à solliciter des dons d'articles non alimentaires supplémentaires afin d'améliorer les établissements scolaires; 54 écoles ont été restaurées en 2006. Des fonds ont également été alloués à l'équipement scolaire dans les régions reculées où les ressources sont maigres. Dans certaines régions, le PAM a fourni une aide alimentaire aux enseignants qui ne recevaient pas régulièrement leurs salaires pour les aider à vivre.
30. Les stratégies de retrait suscitent cependant des préoccupations, notamment dans les zones frontalières où le Gouvernement ne soutient pas l'éducation et où les écoles sont gérées par des communautés dont les ressources sont limitées. Le PAM met au point avec l'UNICEF et les partenaires de coopération un plan d'éducation dans les régions qui ne sont pas couvertes par le Ministère de l'éducation.

Vivres contre travail et Vivres pour la formation

31. Le PAM soutient les familles par le biais d'activités VCT et VPF afin d'améliorer les actifs des communautés et de favoriser le développement humain. Les activités VCT sont sélectionnées à l'échelon du village grâce à des méthodes d'évaluation participative en milieu rural et à des groupes de discussion dans lesquels les femmes participent au choix du type d'activité, comme par exemple, l'aménagement des étangs pour améliorer la consommation de l'eau, afin qu'il ne soit plus nécessaire de parcourir de grandes distances pour se procurer de l'eau. Les activités VCT ont également permis d'améliorer l'accès aux marchés des villages.
32. Les activités VCT sont limitées dans le temps et mises en œuvre de juin à octobre lorsque la demande de main-d'œuvre agricole est faible. La qualité de ces activités a été améliorée par l'apport d'articles non alimentaires. L'apport de connaissances techniques financé par les donateurs dans le cadre d'arrangements prévisionnels a joué un rôle décisif et sera élargi dans les zones du projet¹¹.

¹¹ L'intervention d'ingénieurs civils financés par RedR/AusAid et d'experts agricoles en provenance de Chine a permis d'améliorer la qualité des activités VCT.



33. Le PAM et ses partenaires de coopération ont engagé les autorités locales à régulariser l'accès aux terres qui ont été mises en valeur dans le cadre d'activités VCT pour protéger les acquis des villageois et leur permettre de produire plus de nourriture.
34. Le principe des activités VPF est d'utiliser les vivres pour permettre aux personnes vulnérables de recevoir une éducation non scolaire et de se doter de nouvelles compétences lucratives. Une large place sera faite aux adolescentes et aux femmes, premières responsables de la sécurité alimentaire des ménages.
35. Les activités VPF seront réorientées de sorte que les transferts de compétences permettent d'améliorer les moyens de subsistance: elles seront mises en œuvre uniquement lorsque les besoins d'investissements seront couverts et là où des débouchés pour les activités génératrices de revenus seront assurés.

Stratégie de retrait

36. Des stratégies de retrait diverses seront adoptées dans les différentes zones du projet. Dans l'État de Rakhine Nord, le problème des apatrides ne favorise pour le moment pas le développement à long terme et l'amélioration de la sécurité alimentaire qui permettraient au PAM d'envisager un retrait progressif. Toutefois, les restrictions imposées dans les zones frontalières où l'on cultivait autrefois le pavot permettent au PAM d'étudier des stratégies de retrait avec ses partenaires de coopération et les autorités locales qui assureront la sécurité alimentaire à plus long terme. Dans les zones frontalières, il est primordial que le Gouvernement signe des mémorandums d'accord avec les partenaires de coopération pour leur permettre d'agir en toute indépendance.
37. Dans les zones marginalisées pauvres en ressources, les stratégies de retrait devront prévoir l'intégration de l'aide alimentaire du PAM aux programmes à plus long terme des partenaires de coopération. À Magway, les plans du partenaire de coopération permettent au PAM d'envisager une réduction progressive de son aide alimentaire.

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

38. L'IPSR 10066.3 vise 1,6 million de personnes dont 52 pour cent de femmes.
39. Une fois l'accès aux zones exposées à l'insécurité alimentaire obtenu, des évaluations des besoins alimentaires seront réalisées avec les partenaires d'exécution; les données rassemblées, essentiellement qualitatives, permettront de déterminer les zones et villages à cibler. Le PAM vise les groupes les plus vulnérables et les plus démunis des zones soumises à des restrictions et marginalisées: rapatriés dans l'État de Rakhine Nord, ménages dirigés par une femme, personnes âgées sans soutien, familles sans terre ayant difficilement accès aux vivres et tuberculeux dont les familles souffrent d'insécurité alimentaire.
40. Les familles exposées à l'insécurité alimentaire seront les bénéficiaires des secours alimentaires prolongés. Dans l'État de Rakhine Nord, le ciblage à base communautaire sera maintenu. Les bénéficiaires des activités VCT et VPF seront sélectionnés grâce à des évaluations participatives en milieu rural à l'échelon du village; s'agissant des activités VPF, la priorité sera accordée aux femmes et aux adolescentes vulnérables afin qu'elles puissent acquérir plus d'autonomie et de confiance en elles.
41. Le ciblage pour les activités d'appui à la nutrition maternelle et infantile menées dans les villages sélectionnés se fera sur la base d'une aide couvrant l'ensemble des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants âgés de moins de 3 ans.



42. En collaboration avec l'UNICEF, le PAM appuiera un programme de développement en faveur des jeunes enfants destiné à 1500 enfants de 2 à 5 ans en distribuant des rations préparées sur place (bouillie enrichie servie en milieu de matinée ou mélanges nourrissants).

TABLEAU 1. NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PRÉVU DANS CHAQUE ZONE DU PROJET						
Activités du PAM	État de Rakhine Nord	Division de Magway	État de Shan	État de Chin	État de Kachin	Total
Secours prolongés (rapatriés, alimentation des groupes vulnérables, VIH/sida)	51 000	3 000	30 000	–	–	84 000
Programme de traitement de la tuberculose	5 000	–	–	–	–	5 000
VPE	455 000	163 000	510 000	–	52 000	1 180 000
VCT	28 000	50 000	140 000	7 000	7 000	232 000
VPF	4 000	5 000	42 000	2 000	2 000	55 000
Appui alimentaire complémentaire	15 000	–	–	–	–	15 000
Nutrition maternelle et infantile/Programme de développement en faveur des jeunes enfants	4 000	1 000	4 000	–	–	9 000
Intervention d'urgence						20 000
Total	562 000	222 000	726 000	9 000	61 000	1 600 000

CONSIDÉRATIONS NUTRITIONNELLES ET RATIONS

43. L'objectif immédiat de l'IPSR 10066.3 est de combler le déficit alimentaire des familles les plus vulnérables dans les zones marginalisées et soumises à des restrictions où l'on constate des pénuries de riz et où les ménages ont difficilement accès aux vivres; des taux de malnutrition élevés ont été signalés dans les zones du projet. L'enquête nutritionnelle du PAM¹² a fait ressortir une forte prévalence du retard de croissance qui tient à des déficiences sanitaires et nutritionnelles persistantes elles-mêmes dues à la mauvaise situation socio-économique et à un régime alimentaire insuffisant. La distribution d'un assortiment alimentaire complet aux tuberculeux et aux personnes atteintes du VIH/sida dans le cadre du programme d'alimentation des groupes vulnérables aidera les familles vulnérables à satisfaire leurs besoins alimentaires.
44. Des aliments mélangés achetés en dehors du Myanmar seront distribués pour soutenir 7500 bénéficiaires des programmes d'appui nutritionnel à la mère et à l'enfant, en ciblant les membres vulnérables des familles. La ration fournie représentera 1 250 kilocalories par

¹² Enquête nutritionnelle du PAM réalisée en 2005 dans les zones du projet. Le taux de retard de croissance atteignait 36,7 pour cent à Magway, 40,6 pour cent dans la région de Lashio, 61,8 pour cent à Kokang et 57,7 pour cent dans la région de Wa.



personne et par jour. La phase pilote exécutée à Kokang, Magway et dans l'État de Rakhine Nord en 2006 a permis de mettre en évidence l'engagement des communautés.

45. Un assortiment alimentaire correspondant à 1 870 kilocalories par personne et par jour sera distribué dans le cadre des secours prolongés; les autres activités de redressement fourniront principalement des céréales car les restrictions imposées par le Gouvernement au commerce et au transport du riz ont provoqué de graves pénuries de céréales dans ces régions déficitaires en riz. D'autres produits comme les légumes secs sont également soumis à un contrôle strict et souvent réservés aux militaires. Il est difficile de se procurer de l'huile végétale qui devra être importée. Ce sont les raisons pour lesquelles uniquement des céréales seront distribuées dans le cadre des activités VCT, VPF et VPE afin de répondre aux besoins des bénéficiaires de ces zones d'accès difficile.
46. Du maïs a été prévu dans l'assortiment alimentaire pour compenser les restrictions imposées sur le transport du riz. Les bénéficiaires du nord des États de Shan et de Chin cultivent du maïs, mais le riz reste l'aliment de base préféré.
47. L'assortiment alimentaire prévu pour les différentes activités est présenté dans le tableau 2 ci-après.

TABLEAU 2. ASSORTIMENTS ALIMENTAIRES (grammes)						
Activités	Ration par personne et par jour					Durée
	Riz/maïs	Légumes secs	Huile	Sel iodé	Aliment mélangé	
Secours prolongés (rapatriés, alimentation des groupes vulnérables, VIH/sida)	400	50	30	5		5 mois
Programme de traitement de la tuberculose	400	50	30	5		12 mois
VPE	500					10 kg/mois pendant 7 mois
VCT	600					75 jours
VPF	600					45 jours
Appui alimentaire complémentaire	333	50	30	5		3 mois
Intervention d'urgence	500					3 mois
Nutrition maternelle et infantile/Programme de développement en faveur des jeunes enfants			30	5*	266	12 mois

* Le sel iodé sera distribué uniquement aux mères.

MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

48. Lorsque le Gouvernement aura délivré les laissez-passer requis, différents outils d'évaluation seront utilisés pour déterminer les besoins alimentaires. Les besoins des bénéficiaires sont déterminés grâce à des évaluations participatives en milieu rural et des



groupes de discussion; les activités alimentaires proposées sont étudiées avec les communautés.

49. Les Engagements renforcés en faveur des femmes fourniront des informations utiles pour l'intégration de la problématique hommes-femmes et permettront d'assurer la participation des femmes aux activités menées par le PAM. L'ensemble du personnel du PAM et des partenaires de coopération intervenant dans les zones actuelles du projet a été formé à l'application des Engagements renforcés en faveur des femmes; cette formation sera élargie aux nouvelles zones du projet dans les États de Chin et de Kachin.
50. Une mission chargée d'améliorer la qualité du programme a été envoyée sur le terrain au milieu de l'année 2006 afin de sensibiliser le personnel du PAM et celui de ses partenaires sur le terrain aux questions relatives à la protection grâce à des ateliers au cours desquels une liste de contrôle a été dressée pour chaque activité prévoyant la distribution de vivres.
51. Tous les programmes du PAM au Myanmar sont mis en œuvre sans la participation du Gouvernement. Les homologues gouvernementaux facilitent les opérations en obtenant les autorisations de transport et les licences d'importation et en assurant l'accès aux zones du projet par l'intermédiaire du Ministère de la défense. Les modalités actuelles d'exécution se traduisent par des coûts d'appui directs (CAD) et des autres coûts opérationnels (Autres COD) élevés; un montant de 30 dollars par tonne a été prévu au budget au titre des autres COD afin couvrir les coûts d'exploitation des partenaires.
52. Le PAM a six bureaux auxiliaires et un bureau de terrain dans les zones actuelles du projet; cinq des bureaux auxiliaires sont dirigés par des administrateurs internationaux. Ces bureaux mettent directement en œuvre les activités du PAM, aident les partenaires de coopération et assurent la liaison avec les autorités locales pour le bon déroulement des opérations. Deux bureaux de terrain supplémentaires seront ouverts dans les États de Chin et de Kachin.
53. Le PAM poursuivra sa collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'UNICEF, la FAO et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) pour fournir des intrants aux familles vulnérables dans les zones de mise en œuvre de l'IPSR. Les mémorandums d'accord signés au niveau du pays avec l'UNICEF et l'UNFPA définissent les responsabilités pour l'élargissement de la coopération dans le cadre du programme de développement en faveur des jeunes enfants avec l'UNICEF et pour la sensibilisation des bénéficiaires visés par le PAM à la santé génésique et au VIH/Sida par l'UNFPA. Le partenariat avec l'ONUDD dans la région spéciale n. 2 de l'État de Shan se poursuivra permettra de fournir des intrants alimentaires et autres aux familles vulnérables qui cultivaient autrefois le pavot. La collaboration avec la FAO dans le cadre de son programme de cultures de remplacement dans les États de Rakhine et de Shan sera renforcée. Il est proposé de créer un fonds spécial des Nations Unies pour la sécurité humaine¹³ regroupant la FAO, l'UNFPA et l'ONUDD et visant à offrir de nouveaux moyens de subsistance aux familles d'anciens cultivateurs de pavot dans l'État de Shan.

¹³ L'Unité de la sécurité humaine du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires a approuvé en juin 2006 le document de fond concernant une aide de 914 850 dollars É.-U. en faveur de l'État de Shan au titre du fonds spécial des Nations Unies pour la sécurité humaine. La proposition complète sera soumise au Bureau pour la coordination des affaires humanitaires pour approbation finale en septembre 2006.



54. En 2006, le PAM s'est associé à 14 ONG internationales¹⁴ et à 3 ONG locales¹⁵. Certains partenaires de coopération ont directement exécuté des programmes du PAM; d'autres ont contribué à la mise en œuvre d'activités appuyées par le PAM. Par exemple, le programme de soins de santé primaires de l'Association des médecins d'Asie dans le Kokang a permis de fournir un appui nutritionnel et sanitaire aux même bénéficiaires; d'autres partenaires de santé ont organisé des stages de sensibilisation au VIH/sida pour les chauffeurs de camion des entreprises privées chargées du transport des vivres du PAM. De nombreux partenaires ont commencé à utiliser l'aide alimentaire dans leurs programmes à long terme: CARE distribue des rations aux familles sans terre dans le cadre de programmes communautaires d'agroforesterie dans l'État de Rakhine Nord; Malteser et MSF-Hollande distribuent des rations du PAM aux tuberculeux vulnérables pour les encourager à suivre jusqu'à la fin le traitement sous surveillance directe comportant une chimiothérapie de brève durée (DOTS).
55. De nombreux partenaires comptent sur le PAM pour accéder aux zones où sont menées les opérations car ils n'ont pas signé de mémorandums d'accord avec les autorités locales des régions ciblées. Cette situation soulève des questions concernant la pérennité à long terme des projets dans certaines zones.
56. Les intrants non alimentaires sont indispensables à des activités comme les projets VCT et VPF: dans l'État de Shan, les partenaires ont utilisé des intrants de ce genre pour appuyer l'exécution de projets pilotes de culture en terrasses et d'irrigation; ces intrants ont également été utilisés pour la réalisation d'études de marché et d'études des cultures locales. Le coût des intrants non alimentaires, qui se monte à 1,0 million de dollars É.-U.¹⁶, a été inscrit au budget des autres COD sur trois ans; des propositions distinctes seront élaborées à l'intention des donateurs afin de couvrir des besoins particuliers.
57. Les prix du riz, du maïs, des légumes secs et du sel iodé au Myanmar sont inférieurs à ceux du marché international. À l'exception de l'huile et des aliments mélangés, les produits seront donc achetés sur place dans le cadre des procédures d'adjudication habituelles dans les zones excédentaires puis transportés jusqu'aux zones du projet. Le PAM se chargera du transport jusqu'aux entrepôts des partenaires et jusqu'aux sites de ses propres interventions. Il existe actuellement six stations d'analyse et de gestion du mouvement des produits au Myanmar; deux autres devraient être créées à Mandalay et Sittwey dans le cadre du nouveau réseau logistique. Les vivres seront acheminés jusqu'aux points de distribution finale (PDF) par les partenaires ou par des moyens locaux organisés par les comités de gestion des vivres; les frais seront à la charge du PAM. Le coût élevé de transport interne, entreposage et manutention (TIEM) qui s'élève à 56 dollars par tonne traduit la difficulté d'accéder aux zones du projet et le fait que le PAM est responsable de toute la logistique.

¹⁴ ACF, Adventist Development and Relief agency, Association des médecins d'Asie, Asia Harm Reduction Network, Bridge Asia Japan, CARE, German Agro Action, Groupe de recherche et d'échanges technologiques, Malteser, MSF-Hollande, Services internationaux de population, Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel, World Concern et World Vision.

¹⁵ Fondation Metta, Association de l'énergie renouvelable du Myanmar et Karuna Myanmar Social Services.

¹⁶ Un montant de 600 000 dollars est prévu au titre du fonds spécial des Nations Unies pour la sécurité humaine qui s'élève à 914 850 dollars, sous réserve d'approbation.



SUIVI DES OPERATIONS

58. Le PAM appliquera la méthode de gestion axée sur les résultats. Le système de suivi conçu en juillet 2006 et mis à l'essai dans les IPSR et opérations d'urgence antérieures enregistre les données des principaux indicateurs pour chaque objectif; l'évolution des activités comportant des intrants non alimentaires est également suivie. Au Myanmar, le PAM intervient sans participation du Gouvernement, de sorte que le système de suivi repose sur les données primaires recueillies par le PAM ou par le personnel de ses partenaires sur le terrain. L'ensemble du personnel des bureaux de terrain du PAM et des partenaires ont reçu une formation aux modalités de suivi. Des données ventilées par sexe sont rassemblées et saisies dans une base de données pour être analysées et exploitées dans les rapports.
59. Les données de base recueillies par les partenaires servent à préparer les notes sur la sécurité alimentaire dans chaque zone du projet; qui permettent elles-mêmes de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire. Les enquêtes mensuelles sur la sécurité alimentaire réalisées avec les partenaires dans l'État de Rakhine Nord seront intégrées à l'enquête globale sur la sécurité alimentaire d'ACF. L'expérience pilote d'analyse de la sécurité alimentaire à Kokang sera répétée dans d'autres zones du projet avec l'appui des partenaires.
60. Une évaluation externe sera menée au cours du premier semestre de 2008 pour déterminer les besoins alimentaires à venir dans les zones du projet. Les coûts prévus à cette fin ont été inscrits au budget au titre des CAD.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANS D'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

61. Les principaux risques auxquels peut se heurter l'exécution de l'IPSR 10066.3 sont les suivants:
- Des restrictions supplémentaires pourraient être appliquées aux mouvements des produits alimentaires et ralentir l'obtention des autorisations de transport;
 - L'accès du PAM et de ses partenaires aux zones du projet sera probablement limité par le Gouvernement;
 - Les capacités d'exécution des partenaires seront probablement insuffisantes;
 - Les donateurs pourraient être moins disposés à poursuivre le financement, notamment dans le cas des stratégies à plus long terme qui permettent au PAM de mettre au point des stratégies de retrait;
 - Les conflits pourraient reprendre suite à une rupture des accords de cessez-le-feu signés avec les groupes ethniques; et
 - Les partenaires pourraient n'avoir qu'une capacité limitée de mettre en œuvre leurs programmes sans l'appui du PAM.
62. L'enquête mensuelle sur la sécurité alimentaire effectuée à titre pilote dans l'État de Rakhine Nord sera élargie à d'autres zones du projet afin de fournir des données qui serviront à mettre à jour les analyses de la situation. L'opération interorganisations d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité en cours à Kokang fournira des informations sur la sécurité alimentaire et sera répétée avec les partenaires dans d'autres



zones. Le plan d'intervention en cas d'urgence à l'échelle nationale sera parachevé d'ici décembre 2006; un plan d'urgence en cas de grippe aviaire mis au point avec l'équipe de pays des Nations Unies est réexaminé régulièrement et sera adapté selon l'évolution de la situation et le déclenchement des phases de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

CONSIDERATIONS TOUCHANT A LA SECURITE

63. Le Myanmar est classé dans la phase I du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS). À ce jour, le personnel des Nations Unies n'a pas reçu de menaces; la mission d'évaluation de la menace réalisée par le PAM en février 2005 n'a révélé aucune menace majeure à la sécurité.
64. Tous les agents de terrain du PAM et de ses partenaires ont suivi un stage obligatoire de sensibilisation aux questions de sécurité. Le PAM a obtenu l'autorisation d'utiliser des radios haute fréquence¹⁷ dans l'État de Shan; il essaiera d'élargir cette autorisation à d'autres zones du projet. Du matériel de télécommunication supplémentaire sera acheté pour les autres zones du projet, y compris pour les partenaires présents dans les zones reculées. Les restrictions imposées par le Gouvernement aux organismes extérieurs ne permettent pas de respecter intégralement les normes minimales de sécurité opérationnelle.

¹⁷ Le PAM est la seule organisation extérieure qui ait reçu une telle autorisation du Gouvernement.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
— Riz/céréales	108 308	230	24 910 840
— Légumes secs	2 099	600	1 259 400
— Huile végétale	1 712	780	1 335 360
— Sel	228	60	13 680
— Aliments mélangés	1 968	400	787 200
Total, produits	114 325		28 306 480
Transport extérieur			467 643
Total, TIEM			6 474 685
Autres coûts opérationnels directs			4 494 450
Total, coûts opérationnels directs			39 743 258
B. Coûts d'appui directs			8 611 583
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)			3 384 839
COÛT TOTAL POUR LE PAM			51 739 679

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif, utilisé aux fins de l'établissement du budget et de l'approbation. Le contenu peut varier en fonction de la disponibilité des produits.

ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Personnel	
Administrateurs internationaux	2 350 620
Administrateurs nationaux	455 400
Personnel national des services généraux	1 350 000
Volontaires des Nations Unies	25 500
Consultants nationaux	55 800
Personnel temporaire	1 986 326
Heures supplémentaires	11 160
Voyages officiels du personnel	558 000
Formation et perfectionnement du personnel	37 200
Total partiel	6 830 006
Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes	
Location des locaux	61 000
Services collectifs	63 050
Fournitures de bureau	88 270
Communications et services TI	94 575
Assurances	63 050
Réparation et entretien du matériel	25 220
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	403 520
Autres dépenses de bureau	85 117
Services des organisations des Nations Unies	631 525
Total partiel	1 515 327
Matériel et autres coûts fixes	
Mobilier, outils et matériel	25 250
Véhicules	150 000
Matériel TC/TI	91 000
Total partiel	266 250
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	8 611 583





ANNEXE III. CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Hypothèses et risques
Résultats à moyen terme	Indicateurs de résultats à moyen terme	
1. Capacité accrue de satisfaire les besoins alimentaires des ménages ciblés confrontés à des crises ou vulnérables aux chocs (Objectif stratégique 2).	1.1 Proportion des dépenses des ménages bénéficiaires consacrées à l'alimentation.	Les restrictions imposées au mouvement des produits alimentaires se traduisent par de longs délais pour l'obtention des autorisations de transport.
2. Prévenir la dégradation de l'état nutritionnel des populations ciblées et améliorer cet état en faisant une large place aux femmes enceintes, mères allaitantes et enfants de moins de 3 ans (Objectif stratégique 3).	2.1 Prévalence de la malnutrition chez les enfants ciblés de moins de 3 ans mesurée par la taille, le poids et l'âge et ventilée par sexe. 2.2 Prévalence de la malnutrition parmi les femmes ciblées en âge de procréer, mesurée par l'indice de masse corporelle et/ou l'insuffisance pondérale à la naissance (projet pilote en cours).	Accès du PAM et de ses partenaires aux zones du projet limité par le Gouvernement. Capacités de mise en œuvre des partenaires insuffisantes. Volonté des donateurs de continuer à financer l'aide alimentaire et les coûts connexes, notamment les stratégies de développement à long terme qui permettent au PAM d'identifier des stratégies de retrait.
3. Amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires ciblés par les programmes de traitement de la tuberculose (Objectif stratégique 3).	3.1 Taux d'observation du traitement dans les programmes de traitement et de soins par rapport à la durée du programme et au nombre de patients suivant correctement le traitement.	Reprise des conflits suite à la rupture des accords de cessez-le-feu signés avec les groupes ethniques.
4. Hausse du nombre d'inscriptions et amélioration de la fréquentation dans les écoles primaires appuyées par le PAM (Objectif stratégique 4).	4.1 Nombre total d'inscriptions: garçons et filles inscrits dans les écoles primaire recevant une aide du PAM. 4.2 Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles qui fréquentent les écoles primaires appuyées par le PAM.	Capacité des partenaires de mettre en œuvre leurs programmes de développement sans l'appui du PAM.
Résultat à court terme	Indicateurs de résultats à court terme	Coopération interorganisations et renforcement des stratégies communes.
1.1.1 Distribution de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés confrontés à une situation de crise ou de transition ou vulnérables aux chocs.	1.1.1.A Nombre effectif de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM dans le cadre de chaque activité, en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par âge et par sexe.	Contexte politique externe.

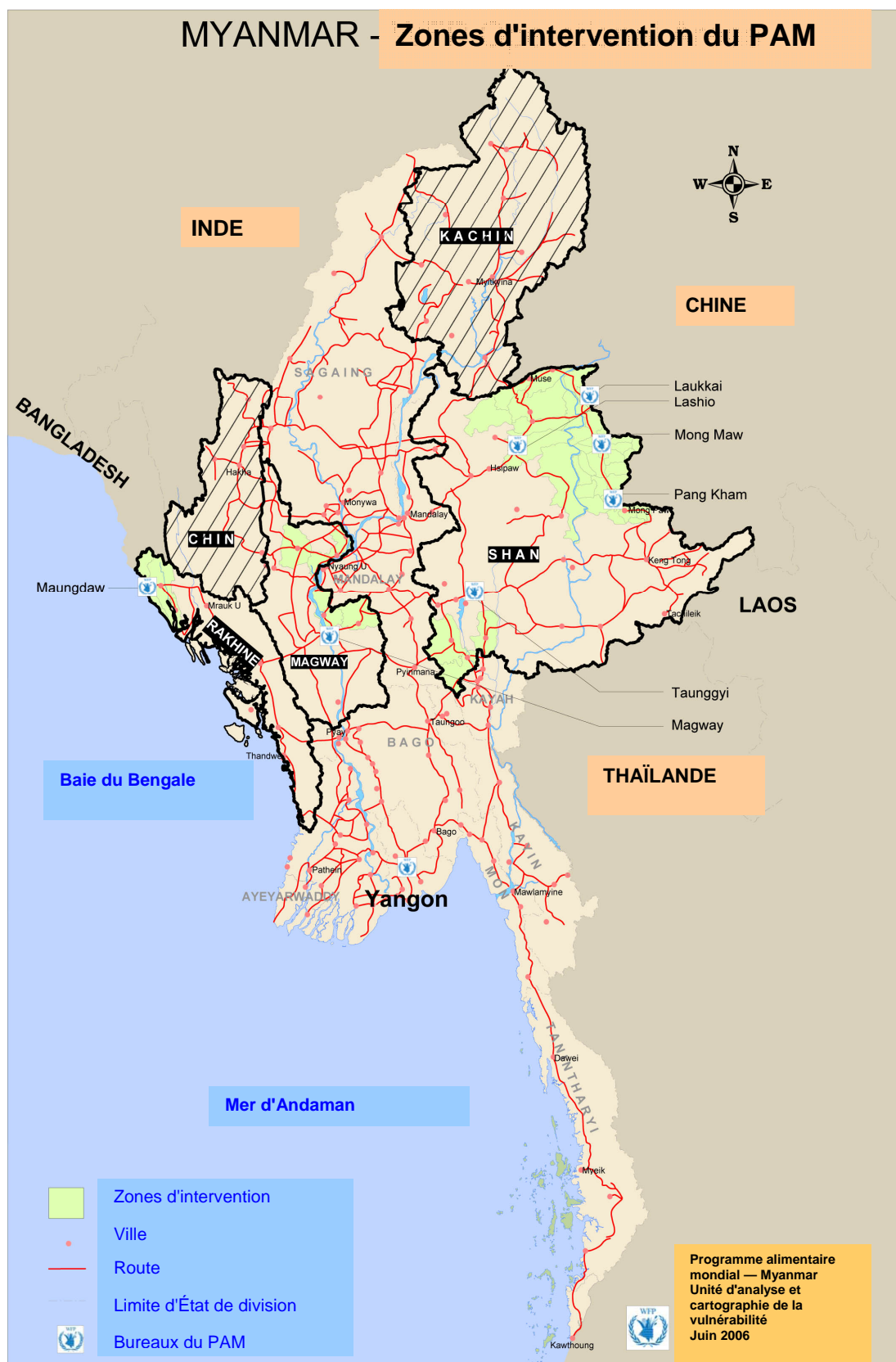
ANNEXE III. CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Hypothèses et risques
	1.1.1.B Quantité effective (en tonnes) de vivres distribués dans le cadre de chaque activité, en pourcentage des distributions prévues, par produit.	Manque d'activités génératrices de revenus et de débouchés commerciaux pour mettre en pratique les compétences acquises pendant la formation.
1.1.2 Participation des bénéficiaires ciblés aux activités appuyées par l'aide alimentaire permettant de créer des actifs, générer des revenus et acquérir une autonomie fonctionnelle	1.1.2.A Nombre effectif de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par sexe.	Disponibilité de partenaires participant au programme de nutrition. Les restrictions de mouvement imposées au groupe ciblé, essentiellement dans l'État de Rakhine Nord, perturbent l'accès aux soins de santé et le bon fonctionnement du système d'orientation des malades vers les centres de traitement.
	1.1.2.B Nombre effectif et types d'effectifs créés dans les communautés ciblées en pourcentage des activités prévues.	
	1.1.2.C Nombre effectif et types de formations à l'autonomie fonctionnelle dispensées dans les communautés ciblées en pourcentage des activités prévues.	
1.1.3 Distribution et construction d'intrants non alimentaires en faveur des communautés ciblées.	1.1.3.A Nombre d'intrants non alimentaires distribués ou construits par les communautés ciblées.	Présence de partenaires assurant un traitement DOTS dans les zones du projet.
2.1.1 Distribution en temps voulu et en quantité suffisante d'aliments nourrissants aux enfants de moins de 3 ans, femmes enceintes et mères allaitantes ciblés.	2.1.1.A Nombre effectif de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM dans le cadre de chaque activité par rapport en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par âge et par sexe.	Manque de places dans les salles de classe pour accueillir un plus grand nombre d'écoliers inscrits; manque de personnel enseignant qualifié, manque de manuels, de fournitures et de mobilier scolaires.
	2.1.1.B Quantité effective (en tonnes) de vivres distribués dans le cadre de chaque activité par rapport aux distributions prévues, par produit.	
3.1.1 Distribution en temps voulu et en quantité suffisante d'aliments nourrissants aux tuberculeux.	3.1.1.A Nombre effectif de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM pour chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par âge et par sexe.	
	3.1.1.B Quantité effective (en tonnes) de vivres distribués dans le cadre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par produit.	
4.1.1 Fourniture en temps voulu et en quantité suffisante de vivres aux enfants dans les écoles primaires.	4.1.1.A Nombre effectif de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM dans le cadre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par âge et par sexe.	



ANNEXE III. CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Hypothèses et risques
	4.1.1.B Quantité effective (en tonnes) de vivres distribués dans le cadre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par produit.	
	4.1.1.C Nombre effectif de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par catégorie de bénéficiaires et par sexe.	
4.2.1 Distribution en temps voulu et en quantité suffisante de vivres aux enseignants des écoles primaires recevant l'aide du PAM.	4.2.1.A Nombre effectif de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM pour chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par âge et par sexe.	
	4.2.1.B Quantité réelle (en tonnes) de vivres distribués dans le cadre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par produit.	



ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
Autres COD	Autres coûts opérationnels
CAD	Coûts d'appui directs
CARE	<i>Cooperative for Assistance and Relief Everywhere</i>
DOTS	Traitement sous surveillance directe avec chimiothérapie de brève durée
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MSF	Médecins sans frontières
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PDF	Point de distribution finale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TIEM	Transport interne, entreposage et manutention
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VPE	Vivres pour l'éducation
VPF	Vivres pour la formation
ODB	Bureau régional de Bangkok (Asie)